

# ASSOCIATION MARCEL HICTER POUR LA DEMOCRATIE CULTURELLE - FMH

Le rôle des intermédiaires dans le soutien à l'innovation  
des créateurs et des artistes

Par Avril Joffe, collaboratrice, Association Marcel Hicter

20 décembre 2024

# Le rôle des intermédiaires dans le soutien à l'innovation des créateurs et des artistes

Par Avril Joffe, collaboratrice, Association Marcel Hicter

## Introduction

Cette analyse examine comment plusieurs initiatives d'organismes intermédiaires présentes dans le Sud global ont influencé et soutenu l'essor de la créativité et de la pensée critique des artistes. Elle permet de dresser une perspective plus large pour le cadre européen et celui de la Belgique francophone, où ce type d'interaction entre les organisations intermédiaires (les universités, les entreprises privées et les organisations non gouvernementales) sont plus rares.

En fin d'étude, une piste d'intermédiation critique est proposée, expliquant l'investissement limité de ces organisations tierces dans l'écosystème de la culture et de la créativité en Belgique francophone. Les exemples mis en lumière proviennent presque tous du Sud global anglophone, afin de créer des effets de contraste avec la situation observée actuellement en Belgique francophone.

## Les organisations intermédiaires dans la créativité du Sud global

Les intermédiaires jouent un rôle essentiel en garantissant une économie solide dans laquelle les artistes, les professionnels de la culture et les organisations peuvent travailler. Il peut s'agir d'individus ou d'organisations appartenant à divers secteurs de l'économie et disposant de divers modèles d'entreprise, de grandes organisations du secteur public ou de réseaux communautaires informels. Ces personnes et surtout ces organisations publiques et privées établies jouent un rôle de tampon, de médiateur, de représentant, de soutien, de lobbyiste entre les acteurs individuels ou fragmentés (atypiques, précaires, inorganisés, informels) et ceux qui détiennent le pouvoir ou y ont accès, qu'il s'agisse d'institutions financières ou commerciales privées ou de personnes appartenant au gouvernement ou à des agences gouvernementales. Ils ne sont pas toujours solidement ancrés dans les industries culturelles ou créatives.

Dans une prochaine étude, le *Global Creative Economy Council*<sup>1</sup> examinera comment les intermédiaires fournissent leur gamme de services, pour qui ils le font, avec quel effet et qui est actuellement exclu. Le GCEC estime qu'il est important que les gouvernements comprennent leur importance et soient prêts à travailler avec eux et même à les soutenir pour fournir un service encore plus efficace.

Les intermédiaires fournissent une gamme de services allant des conseils commerciaux et financiers, du soutien politique, de la recherche et de l'extraction de données aux services de conseil, aux compétences, à la formation et aux stages, à l'incubation, à l'équipement et à l'espace, en passant par la mise en réseau et les partenariats, ainsi que les opportunités de lobbying.

Une classification schématique des intermédiaires (voir tableau ci-dessous) montre qu'ils travaillent dans les différentes sphères du gouvernement, dans les agences publiques et les universités, dans le secteur privé et dans le secteur des ONG. Il peut s'agir aussi bien d'individus que d'organisations ou d'institutions.

<b>Particuliers</b>	Tout au long de la chaîne de valeur, mais principalement en tant que producteur, dans la distribution, en tant que publicitaires, avocats, éditeurs, marchands d'art, en tant que facilitateurs ou chercheurs en contact avec le public.
<b>Public</b>	Gouvernement national Agences gouvernementales Provincial/régional/local
<b>Universitaire/ Éducation et formation</b>	Formelle et informelle, de l'éducation de base (école) à l'enseignement supérieur (université), de l'enfant à l'adulte
<b>Privé - financement, infrastructure et expertise des entreprises</b>	Entreprises, institutions financières, Agences de publicité, cabinets d'avocats, maisons d'édition, studios, radiodiffuseurs privés, galeries d'art
<b>Organisations non gouvernementales</b>	Intellectuels culturels, écrivains, chercheurs, associations, syndicats, sociétés de gestion collective, institutions de soutien, sociétés de recherche <b>Organismes de conseil, archives, cabinets de conservation</b>
<b>Agences de développement nationales et internationales</b>	Instituts culturels (British Council, Goethe Institute, IFAS, SIDA), agences de développement, organismes des Nations Unies (UNCTAD, UNESCO, UNDP), Banque mondiale

Dans le prolongement de recherches antérieures du GCEC sur l'informalité, Joffe, Newbiggin et Larasati (2023) ont montré que des politiques imaginatives pour le secteur culturel et créatif, y compris les organisations intermédiaires, feraient progresser significativement tout effort en faveur des Objectifs de Développement Durable (ODD), comme la nécessité de cadres politiques solides (ODD 1b), de politiques qui soutiennent l'esprit d'entreprise, la créativité et l'innovation, et qui encouragent la croissance des PME et fournissent des moyens de subsistance durables (ODD 8.3). Les politiques publiques ne parviennent pas à s'engager dans le travail indépendant et les micro-entreprises informelles, caractérisées par le secteur créatif et culturel, qui sont le moteur de l'innovation et de la création d'emplois dans l'économie mondiale du 21e siècle, au Sud comme au Nord. Cette recherche du GCEC s'est appuyée sur des

études documentaires, combinées à des entretiens, des enquêtes, des vidéos et des observations pratiques dans dix localités principalement urbaines du Sud global pour démontrer la nécessité de nouvelles définitions qui englobent à la fois le travail formel et informel et les pratiques commerciales et qui améliorent l'accès au financement, aux compétences et à la protection sociale.

Ces politiques seraient directement liées les unes aux autres, mettant en évidence les liens entre les différentes parties prenantes (gouvernement, organisations intermédiaires, travailleurs informels, entreprises) et les éléments des politiques/réglementations concernant les ICC ou le secteur de l'Économie Créative .

Bien que de nombreuses personnes, institutions publiques et agences de développement nationales et internationales

jouent un rôle d'intermédiaire essentiel pour soutenir un écosystème solide, l'accent est mis ici sur trois éléments de notre classification schématique: les universités, les institutions privées et les organisations non gouvernementales.

### **i) Universitaire :**

Les intermédiaires soutenus par les institutions universitaires sont parmi les plus importants, car ils disposent des ressources intellectuelles et spatiales nécessaires au secteur culturel et créatif. Un exemple est celui du Tshimologong Digital Innovation Precinct à Johannesburg, en Afrique du Sud, qui appartient entièrement à l'Université de Witwatersrand. Ce pôle numérique de haute technologie offre des services tels que le développement des compétences numériques, l'incubation et l'accélération, les réseaux et l'accès au marché. Ces services sont soutenus par une mission claire : devenir un catalyseur pour le développement d'entrepreneurs numériques africains de premier plan grâce à leur approche de l'innovation numérique - à l'intersection entre le matériel, les logiciels et le contenu. Le centre investit dans le développement d'entreprises et de fournisseurs pertinents, tout en créant une réserve de compétences numériques et en préparant les entreprises et les individus à assurer l'avancement de l'innovation, la croissance économique et commerciale ainsi que la création d'emplois.

Il est important de noter que Tshimologong est un contributeur de niveau 1 au Broad-Based Black Economic Empowerment (BBB-EE) et un prestataire de services accrédité auprès du Media Information and Communications Technologies Sector (MICT SETA), ce qui signifie qu'il peut fournir des programmes de formation certifiés aux praticiens du jeu et de l'animation, ce qui est nécessaire pour accéder à l'industrie. Le centre est stratégiquement situé à deux pâtés

de maisons du campus de l'université de Wits. Il se considère comme le « point de convergence où le dynamisme de la vie urbaine converge avec la créativité de la jeunesse, l'évolutivité des grandes entreprises, la rigueur académique de l'université Wits et la proximité d'autres établissements d'enseignement ».

Le Tshimologong Precinct s'enorgueillit de sa programmation panafricaine, de ses partenariats internationaux et du soutien des autorités locales, tant de la ville de Johannesburg que du gouvernement provincial de Gauteng. Le festival Fak'ugesi, qui célèbre la créativité numérique africaine bien au-delà des frontières de l'Afrique du Sud, est une initiative panafricaine majeure qui lui confère une grande visibilité. Ce festival est désormais bien connu et soutenu sur tout le continent comme le plus grand festival de jeux et d'animation d'Afrique. Grâce à ce festival, le Tshimologong Precinct peut créer des entrepreneurs numériques africains de premier plan et identifier activement les talents émergents pour créer et développer des entreprises numériques.

Un autre exemple est celui de Nilepreneurs, lancé en 2017 par l'Université du Nil en Égypte. Cette initiative est fortement soutenue par le gouvernement avec des représentants du gouvernement, tels que le ministère de la planification, le ministère de la recherche scientifique, et MSMEDA sur le conseil d'administration et de la finance gouvernementale comme la Banque centrale d'Égypte est un bailleur de fonds clé. Cet intermédiaire soutient les startups et les PME dans des domaines tels que la fabrication, l'agriculture, et la transformation numérique. Il existe une série de 15 autres sponsors pour soutenir les six programmes proposés par Nilepreneurs : Il s'agit notamment des Business Development Services Hubs, qui offrent un soutien consultatif et des solutions financières, de Nilepreneurs Professionals, qui fournit des solutions d'apprentissage des

capacités, de Innovation & Design Technologies, un centre complet pour les startups de conception de produits, de NilePreneurs Incubate, qui s'adresse aux startups dans les secteurs stratégiques en Égypte, de NilePreneurs Compete, qui traite des performances du marché et des objectifs de croissance, de Khalik Digital, qui aide les PME à transformer leur cadre d'activité en un cadre numérique.

## ii) Privé - Finance

Quelques organisations privées exceptionnelles travaillent dans l'espace financier africain pour soutenir le secteur culturel et créatif. La plus importante d'entre elles est le Fonds Heva qui a pour mission d'alimenter la croissance des industries créatives africaines en promouvant la propriété commerciale et intellectuelle, en contribuant à des moyens de subsistance durables pour tous les praticiens et artisans de la culture, et en renforçant les entreprises numériques et créatives naissantes dirigées par des jeunes et des femmes.

En Afrique du Nord, le Culture Funding Watch (CFW) offre un réseau d'experts en mobilisation de ressources qui sont passionnés par le soutien aux initiatives culturelles dans le Sud global, ainsi qu'une plateforme pour aider les organisations à obtenir le financement dont elles ont besoin pour donner vie à leur vision et assurer leur succès à long terme. Le CFW répond au besoin de durabilité des organisations culturelles. Le CFW se concentre sur cinq domaines clés, comme indiqué dans le tableau ci-dessous : le conseil, le renforcement des capacités, la mise en relation, les programmes d'apprentissage et l'accompagnement dans la gestion des subventions.

Conseil	Renforcement des capacités	Mise en relation	Programme d'apprentissage	Accompagnement de la gestion des subventions
<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le CFW fournit des services d'évaluation de propositions de projets et de conseil en investissement pour les donateurs et les investisseurs sur leurs stratégies d'investissement et d'octroi de subventions.</li> <li>•Le CFW fournit des services de conseil sur les stratégies de mobilisation des ressources et l'engagement des donateurs/investisseurs.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le CFW propose plusieurs formations, hors ligne et en ligne, pour amener les ONG, les entrepreneurs culturels et créatifs et les particuliers à un niveau supérieur de maturité opérationnelle, programmatique, financière et organisationnelle.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le CFW met en relation les partisans, les investisseurs, les entrepreneurs et les autres acteurs du secteur culturel et créatif par le biais d'événements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le CFW propose un programme d'apprentissage à long terme pour la professionnalisation des futurs collecteurs de fonds de l'ICC, composé d'une formation intensive, d'un apprentissage sur le terrain et d'un placement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>•Le CFW offre aux bénéficiaires des subventions un programme d'accompagnement complet comprenant une formation à la gestion des subventions, des conseils et un suivi à long terme, de la signature du contrat au rapport final.</li> </ul>



En Afrique de l'Ouest, la pratique de l'économie créative du ccHUB (Nigeria) cible les jeunes créatifs africains dans une série de secteurs culturels et créatifs (audiovisuel, arts visuels, services créatifs, sites culturels, design, nouveaux médias et expressions culturelles artistiques et artisanales) ainsi que dans les festivals et les célébrations.

La *Creative Economy Practice* a pour mission de favoriser la croissance de l'économie créative africaine grâce à l'innovation et à l'application des technologies. Les activités de la Creative Economy Practice comprennent des événements communautaires, des camps d'entraînement, des incubateurs et des accélérateurs, de la recherche et des actions de sensibilisation. Ses offres comprennent des espaces Stawi (bureaux partagés gratuits et espaces événementiels pour les acteurs du secteur créatif (Lagos et Nairobi) et une série d'entreprises créatives (séminaires pour les créatifs en début de carrière). Ses membres sont des dirigeants et des gestionnaires d'organisations de l'économie créative, des universitaires et des chercheurs, des fournisseurs du secteur et d'autres acteurs de l'écosystème qui ont une expérience avérée et de longue durée dans le secteur. L'association est née à Lagos, au Nigeria, mais s'est récemment développée à Windhoek, en Namibie (Afrique australe) et à Nairobi, au Kenya (Afrique de l'Est).

Un projet innovant a été le classement de 12 villes par le biais de l'indice de vitalité créative (<https://creativevibrancyindex.africa/en-US>). Cet indice mesure les villes en fonction de trois grands domaines : la culture (dynamisme culturel), la vitalité économique (économie créative) et la vitalité sociale des villes (environnement favorable). L'indice est désormais un nouvel outil puissant qui fournit des informations essentielles sur le niveau de soutien aux arts, à la culture et aux entreprises créatives dans les villes africaines. Le site web présente une carte de

performance utilisant 22 indicateurs pertinents pour 8 dimensions de ces trois principaux domaines d'intérêt et montre les résultats de performance pour les principales villes d'Afrique. Le site web propose un outil pour présenter de nouvelles villes dans la prochaine phase. L'indice a été développé avec l'intermédiaire d'une ONG panafricaine spécialisée dans la remise en question des récits néfastes sur l'Afrique, Africa No Filter (voir ci-dessous), et avec le financement d'un donateur international intermédiaire, le British Council.

En Afrique de l'Est, le Fonds Heva est le premier centre d'investissement, de conseil et de solutions de connaissances pour l'économie créative. Le Fonds Heva a démarré à Nairobi, au Kenya, mais il est désormais présent dans 14 pays d'Afrique et de l'océan Indien. Au cours des dix premières années (qui viennent de s'écouler), le Fonds Heva a engagé 10 millions de dollars dans plus de 100 entreprises du secteur de la création. En outre, 10 000 créateurs ont été soutenus par le biais du renforcement des capacités, de subventions et d'investissements directs et indirects. Les entreprises créatives dirigées par des jeunes femmes et des jeunes hommes sont la cible de ce fonds, et plus de 70 % de ses investissements ont atteint cette cible. Lors de la célébration de son 10e anniversaire, le Fonds Heva a annoncé un nouveau fonds cinématographique de 40 millions de dollars.

### **iii) Organisations non gouvernementales**

Dans toute l'Afrique, il y a une pénurie de politiques et de financements appropriés pour le secteur culturel et créatif, de sorte que les ONG ont assumé des rôles qui contribuent directement au maintien d'un écosystème solide pour le secteur. L'une de ces ONG est le Craft and Design Institute (CDI), basé en Afrique du Sud ([www.thecdi.org.za/](http://www.thecdi.org.za/)). Le CDI est une agence de développement à but

non lucratif dont les activités et le soutien sont gratuits ou fortement subventionnés afin de garantir l'accès au plus grand nombre d'artisans et de designers. L'adhésion est obligatoire mais gratuite. Le CDI a plus de 20 ans d'expérience dans le développement des personnes créatives, des petites entreprises et du secteur de l'artisanat et du design en Afrique du Sud. Cette organisation intermédiaire développe des praticiens dûment qualifiés, dotés de ressources et maîtrisant le numérique, dont les entreprises sont en mesure de commercer sur les marchés locaux et internationaux.

Les activités et les projets du CDI sont conçus pour aider les entreprises et les artisans à développer le bon produit/service pour le bon marché en utilisant des systèmes d'entreprise et de production appropriés, et pour faciliter les opportunités de marché nationales et internationales afin de les aider à se développer. Actuellement, le CDI soutient plus de 6 000 entreprises, artisans et designers en Afrique du Sud. Il s'agit aussi bien d'entreprises en phase de démarrage que d'entreprises exportatrices basées dans des villes rurales ou des centres urbains.

Cet intermédiaire dans le domaine de l'artisanat et du design dispose d'un programme actif de soutien aux entreprises qui couvre le développement des compétences commerciales, le développement personnel et créatif, le coaching et le mentorat, une série de webinaires commerciaux en ligne, ainsi que les marchés de l'artisanat et du design et le placement dans des expositions clés.

Une autre ONG intermédiaire bien connue sur le continent est le Go Down Arts Centre (<https://thegodown.org/>) à Nairobi, au Kenya. Le Go Down a été créé en 2003 et compte une petite dizaine d'employés. Le GoDown est un espace collectif physique dans la ville de Nairobi qui comprend des studios d'art, des salles de danse, des producteurs de

musique et des salles de spectacle. Le travail du GoDown Arts Centre permet une réflexion créative sur les espaces publics et un engagement direct des citoyens dans la mise en pratique de cette vision. Le GoDown Arts Centre estime que la culture et l'art permettront d'engager des conversations avec les citoyens, les fonctionnaires municipaux, les autorités de planification et les spécialistes du développement urbain sur le rôle que le secteur culturel peut jouer dans la transformation des zones urbaines industrielles, et d'encourager la reconnaissance de l'intérêt de soutenir les lieux de rencontre culturels et sociaux. En tant qu'ancienne architecte, fondatrice et directrice, Joy Mboya était bien placée pour discuter avec ces spécialistes de la vision de Nairobi 2030.

Le Go Down a joué un rôle de premier plan pour le secteur créatif dans le cadre d'engagements avec la ville de Nairobi, tels que ceux concernant le développement d'une zone urbaine durable dans laquelle se trouve le GoDown Arts Centre, ou ceux concernant le soutien aux propositions de concepts des artistes et des créatifs ainsi que des groupes d'intérêt de la ville sur des thèmes allant de la ville physique (identité, appartenance et constructions sociales dans la ville ; commerce et échanges ; et renaissance des villes africaines).

Les installations de Go Down ont également permis aux équipes organisatrices non seulement d'accéder à l'équipement et à l'espace pour développer des programmes, mais aussi de créer des réseaux, d'organiser et de s'engager de manière critique avec des personnes partageant les mêmes idées. Ainsi, le Go Down a fourni des espaces essentiels au développement d'une voix politique collective qui profite aux communautés artistiques et créatives.

À partir de ce schéma très schématique des divers intermédiaires établis de longue date et

bien considérés qui opèrent dans le secteur créatif africain, il est clair que davantage de recherches sont nécessaires pour soutenir des recommandations politiques claires aux gouvernements en Afrique afin de trouver des moyens de soutenir leur viabilité, leur croissance et d'améliorer leur portée. Ces organisations intermédiaires jouissent de la confiance des artistes, des professionnels de la culture et des organisations, et les soutenir est le meilleur moyen pour les politiques publiques de s'engager dans les changements rapides des pratiques commerciales formelles et informelles induites par la technologie numérique, les nouvelles pratiques culturelles et la croissance urbaine. Les résultats des recherches menées par le GCEC dans de nombreux territoires, géographies et types d'intermédiaires contribueront à l'élaboration de recommandations appropriées en matière de politique publique.

### **Remarques au regard du contexte en Belgique francophone**

Les exemples tirés du secteur culturel et créatif des pays du Sud, notamment de la sphère anglophone, démontrent un dynamisme remarquable, en comparaison avec ce que l'on peut observer en Belgique francophone. Nous formulons ci-après des conclusions critiques intermédiaires, sous réserve d'analyses plus approfondies à l'avenir. En confrontant ces observations au secteur culturel en Belgique francophone, notamment dans le contexte des coupes budgétaires, voici ce que nous pouvons relever, toujours à titre provisoire.

Tout d'abord, contrairement aux initiatives identifiées dans le Sud, où les intermédiaires jouent un rôle clé, la Belgique francophone semble moins dotée en organisations intermédiaires. On compte peu (voir pas) d'entreprises privées ou d'ONG soutenant les industries culturelles et créatives. Cette carence peut s'expliquer, en Belgique

francophone, par la place centrale des pouvoirs publics, qui jouent traditionnellement ce rôle de soutien et de guide pour les acteurs culturels. Naturellement, il existe d'autres acteurs tels que des fédérations et des plateformes de concertation qui œuvrent à soutenir ces derniers. De même, certains « hubs » privés apportent des solutions, comme l'accès à des espaces de travail ou des opportunités de réseautage. Cet ensemble d'opérateurs, en nombre assez limité, peut servir les acteurs culturels et créatifs en Fédération Wallonie-Bruxelles. Cependant, le rôle d'appui reste encore majoritairement une prérogative des pouvoirs publics, et les acteurs non gouvernementaux restent largement tributaires des subventions publiques pour assurer leur mission d'accompagnement des industries culturelles et créatives (ICC).

Ceci nous amène à la deuxième remarque : la dépendance excessive au soutien public fragilise le secteur culturel en FWB à moyen terme. En effet, des coupes budgétaires sont prévisibles et, malgré la reconnaissance de l'importance de la culture, celle-ci demeure vulnérable face aux arbitrages budgétaires, comme l'ont illustré les tensions récentes entre la Ministre-Président et le Président du Mouvement Réformateur. Les réductions budgétaires dans le secteur culturel pourraient affecter la Belgique francophone à court terme ; bien que le projet de budget 2025 de la Fédération prévoit un maintien des engagements. Il est évident qu'une pression globale pèse sur le secteur, à l'instar d'autres pays européens<sup>2</sup>. Cette résistance pourrait ne pas suffire à compenser les besoins croissants du secteur. Les coupes budgétaires à venir risquent sans aucun doute de fragiliser davantage ces structures intermédiaires d'appui, déjà peu nombreuses, réduisant ainsi leur capacité à soutenir efficacement les artistes et créateurs. Enfin, ce regard porté vers le Sud nous invite à encourager une politique culturelle proactive en faveur de ces structures intermédiaires



(universités, entreprises privées, ONG). L'exemple des intermédiaires du Sud global souligne l'importance d'une politique culturelle volontariste pour soutenir les industries créatives. En Belgique francophone, il est crucial de renforcer les investissements dans les organisations intermédiaires et de favoriser les partenariats entre le secteur public, le secteur privé et les ONGs. Une telle approche permettrait de dynamiser l'écosystème culturel et de stimuler l'innovation parmi les créateurs et artistes en Wallonie et à Bruxelles.

## Notes

1 Le Global Creative Economy Council est rattaché au Creative Industries Policy and Evidence Centre du Royaume-Uni et bénéficie du soutien du British Council. De plus amples informations sont disponibles à l'adresse suivante : <https://pec.ac.uk/people/global-creative-economy-council/>.

2 [https://www.rtbf.be/article/le-secteur-culturel-est-il-menace-en-europe-avec-la-montee-de-l-extreme-droite-11484474?utm\\_source=chatgpt.com](https://www.rtbf.be/article/le-secteur-culturel-est-il-menace-en-europe-avec-la-montee-de-l-extreme-droite-11484474?utm_source=chatgpt.com)